

LIBÉRALISATION COMMERCIALE ET IMPASSE EN AFRIQUE

1

TCHABOURÉ AIMÉ GOGUE

TCHABOUREAIME.GOGUE@ENAP.CA

GOGUEAIME@GMAIL.COM

DIVERSITÉ DU CONTINENT

2

AFRIQUE : UN CONTINENT ET NON UN PAYS

3

- **Pays côtiers vs pays enclavés**
- **Pays riches vs pays pauvres en ressources naturelles**
- **Pays densément peuplés vs pays non « peuplés »**

DIVERSITÉS DES PERFORMANCES ÉCONOMIQUES 1961-2004

4

Pays enclavés

Riches en matières premières		Pauvres en matières premières	
Botswana	Zambie	Lesotho	RCA
6,37	-0,59	3,31	-0,76

Pays côtiers

Riches en matières premières		Pauvres en matières premières	
Gabon	Guinée	Ile Maurice	Madagascar
2,44	0,23	3,61	-0,99

LIBÉRALISATION COMMERCIALE : INTÉGRATION AU MARCHÉ MONDIAL

5

CADRE DE LIBÉRALISATION

6

- Réformes entreprises de manière unilatérale, régionale, bilatérale ou multilatérale
- Réformes unilatérales dans le cadre des politiques d'ajustements structurels avec appui des institutions de Bretton Woods
- Les négociations régionales (cas de l'Afrique de l'Ouest) : Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ou l'Union Économique ou Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)

CADRE DE LIBÉRALISATION (Suite)

7

- **Négociations bilatérales : Accord de Partenariat Économique (en cours) : Pays ACP et UE**
- **Négociations multilatérales : Organisation Mondiale du Commerce (OMC) avec baisse des barrières commerciales et signature de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS)**

QUELQUES INDICATEURS DE LIBÉRALISATION

8

- Baisse voire élimination des barrières non tarifaires au commerce (quotas, licence d'importations)
- En Afrique au Sud du Sahara : Le taux moyen de la protection a baissé de 50 à 30% du milieu des années 80 au début des années 90
- Plus de la moitié des pays africains ont des tarifs moyens situés entre 15 et 20%
- Cas du Togo : baisse du tarif de protection effectif de 72,6% en 1980 à 12,5% en 1999

QUELQUES INDICATEURS DE LIBÉRALISATION (Suite)

9

- Tarif effectif (les revenus tarifaires rapportés à la valeur des importations), a baissé de 19,62% en 1975 à 16,98% en 1995
- Suppression des offices de commercialisation
- Réduction, voire suppression des contrôles de prix
- Engagement au niveau de l'OMC

DROIT DE DOUANE NPF

	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Éthiopie	Nigeria
1993	24,6	21,7		33,6 (1988)
1995		18,6	27,4	27
2006	11,7	11,7	17,3	11,4

QUELQUES INDICATEURS DE LIBÉRALISATION (Suite)

10

- **Suppression des marchés parallèles de change : États moins actifs dans la détermination du change - marchés plus actifs**
- **Libéralisation du marché financier**
- **Politique de privatisation**
- **Degré d'ouverture très élevé des économies africaines**

PERFORMANCES ÉCONOMIQUES

11

PERFORMANCES ÉCONOMIQUES PAR PÉRIODE 1960-2003

12

RÉGION	1960- 2003	1960- 1973	1973- 1990
Monde	2,26	3,42	1,68
Pays industrialisés	2,23	3,86	1,53
Chine	4,97	1,21	5,24
Asie de l'Est (Moins la Chine)	3,81	3,94	4,26
Amérique Latine	0,95	3,09	-0,18
Asie du Sud	2,44	1,31	2,82
Afrique	0,60	2,73	-0,48
Moyen Orient	1,92	4,28	1,15

FACTEURS DE CROISSANCE

13

- **Croissance du produit par tête dépend du :**
 - (i) capital physique
 - (ii) capital humain (proxy : éducation)
 - (iii) résidu ou Productivité Totale des Facteurs (PTF)

CONTRIBUTIONS DES DIFFÉRENTES SOURCES DE CROISSANCE

14

REGION	Produit par Travailleur	Contribution		
		Capital physique	Education	PTF
Monde	2,26	1,00	0,33	0,91
Pays industrialisés	2,23	0,95	0,31	0,95
Chine	4,97	1,86	0,36	2,68
Asie Est (moins Chine)	3,81	2,23	0,53	1,02
Amérique latine	0,95	0,54	0,36	0,05
Asie du Sud	2,44	1,02	0,35	1,05
Afrique	0,60	0,43	0,28	-0,11
Moyen Orient	1,92	1,02	0,45	0,43

CAUSE DE LA FAIBLE CONTRIBUTION DU CAPITAL PHYSIQUE

15

- **Environnement des affaires le moins propice**
- **Coûts de transaction les plus élevés** (Coûts des investissements (70% + élevés que dans des pays de l'OCDE et des pays de l'Asie de l'Est), Cadres réglementaires restrictifs, pauvres infrastructures publiques)
- **Risques élevés** (État de droit, tensions et conflits sociaux, etc.)
- **Faibles capacités d'utilisation des infrastructures** (taux élevé de dépréciation du capital (faible maintenance et conflits))
- **Faibles performances des marchés financiers;**
- **Faible capital humain pour attirer les IED**

CAUSE DE LA FAIBLE CONTRIBUTION DU CAPITAL PHYSIQUE (Suite)

16

- **Fuite de capitaux** : Environ EU\$ 107 milliards de richesse privée hors du pays. Trois fois plus que le stock de capital privé dans le pays
- **Cause de fuite de capitaux** :
 - Corruption
 - Mauvaises politiques économiques (surévaluation du taux de change; faible rendement des investissements; taux de taxation; etc.)
 - Environnement des affaires

CAUSE DE LA FAIBLE CONTRIBUTION DU CAPITAL HUMAIN

17

- Faible taux d'alphabétisation
- Taux de croissance démographique élevé
- Pandémie du VIH/SIDA
- Taux de mortalité infantile élevé
- Disponibilité de main d'œuvre qualifiée
- Fuite de cerveaux

CAUSE DU FAIBLE NIVEAU DE LA PTF

18

- **PRODUCTIVITÉ TOTALE DES FACTEURS**
- **Trois formes de progrès techniques :**
 - (i) Invention; (ii) Innovation et (iii) Diffusion-imitation-adaptation
 - Invention et innovation beaucoup plus rentable pour dy/y
 - Main d'œuvre très qualifiée et taux de rendement élevé pour (i) invention et (ii) innovation

CAUSE DU FAIBLE NIVEAU DE LA PTF (Suite)

19

- IED permet transfert de technologie
- Hausse des IDE dans R&D mais concentration en Afrique dans les pays riches en ressources naturelles (pétrole: Angola; Guinée Equatoriale; Soudan; Nigeria; Angola)
- Manque de ressources humaines très qualifiées
- Faible PIB par habitant d'où faible demande domestique

CAUSE DU FAIBLE NIVEAU DE LA PTF (Suite)

20

- **GESTION ÉCONOMIQUE**
- **Taux les plus élevés :**
 - Inflation
 - Dette
 - Déficit des finances publiques
 - Compte courant extérieur
- **Politiques de libéralisation commerciale sans stratégie de soutien et de développement**
- **Faible diversification des économies et des exportations** (faible valeur ajoutée et faible élasticité revenu de la demande)

SITUATION ACTUELLE ET PERSPECTIVES

21

CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS DIVERSES RÉGIONS

22

CROISSANCE DU PIB EN MOYENNE PAR AN EN %

Régions	1990-99	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Monde	2,9	2,2	2,8	3,6	4,9	4,5	5,1
Economies avancées	2,7	1,2	1,6	1,9	3,2	2,6	3,0
Economies émergentes	3,2	3,8	4,8	6,3	7,5	7,1	7,9
Afrique	2,3	4,9	6,2	5,4	6,5	5,8	6,1
Moyen Orient	14,3	3,8	7,1	5,8	9,0	5,7	5,9
Asie en développement	7,2	6,9	8,2	8,6	5,7	9,9	10,0

SITUATION ACTUELLE

23

- **Meilleures performances que la moyenne mondiale**
- Moins de conflits
- Processus de démocratisation
- Amélioration des politiques économiques
- Accroissement de l'APD
- Appréciation des termes d'échange
- Allègement de la dette
- Importations des partenaires

PERFORMANCES NON SOUTENABLES

24

- **Croissance démographique**
- **Pandémie du VIH/SIDA**
- **Crise financière internationale**
- **Composition structurelle de l'économie : Économie toujours dominée par le secteur primaire (agriculture et mines) : Entre 1970 et 2003 en Chine baisse de la production agricole de 49% du PIB à 12% et accroissement de la production manufacturière et mines de 28% à 60%**
- **Faible diversification des exportations**

CRISE FINANCIÈRE

25

- **Déterminants externes de la croissance économique en Afrique :**
 - Appréciation des termes d'échange des matières premières
 - Forte demande des partenaires commerciaux
 - Accroissement de l'APD

ÉVOLUTION DE QUELQUES INDICATEURS

26

Evolution des termes d'échange (2000 = 100)

	1999	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Afrique	89	97	97	102	114	135	146
Afrique de l'Ouest	82	94	103	108	119	141	153

Flux de l'Aide Publique au Développement

	Aide totale				Dont aide bilatérale			
	1990	1995	2000	2006	1990	1995	2000	2006
Afrique	25,1	21,8	15,5	43,4	15,8	13,2	10,4	31,5

ÉTAT DE LA LIBÉRALISATION DU SECTEUR FINANCIER

27

- Parmi les secteurs des services libéralisés, le secteur financier demeure le moins libéralisé en Afrique de l'Ouest tant au niveau de l'accès au marché que du traitement national.
- Dans les pays de l'UMOA, il n'y a pas de limites imposées sur les apports de capitaux étrangers dans les banques ou les établissements financiers : mais il faut l'autorisation préalable du ministre des finances .
- L'entrée sur le marché de l'assurance vie et non vie est restreinte par de nombreuses conditions.

FAIBLE PARTICIPATION DU SECTEUR FINANCIER

28

- **Faible taux de bancarisation des économies**
- **Faible financement du secteur bancaire (crédit à l'économie limité)**
- **Relation financière avec les institutions financières privées du Nord faible**

IMPACTS DE LA CRISE FINANCIÈRE CONSÉQUENCES DE LA CRISE ÉCONOMIQUE

29

- Impact de la crise sur demandes des matières premières (effet des termes d'échange)
- Impact des déficits budgétaires sur APD
- Impact de la récession sur les importations des pays en provenance des pays africains.

PERSPECTIVES (Suite)

30

- Amélioration de la gouvernance : Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs (MAEP)
- Amélioration des politiques macroéconomiques
- Développement du capital humain
- Amélioration de l'environnement des affaires

FIN

31

- **MERCI**